



## Compte rendu de la réunion du Comité éthique de la FFM du 8 novembre 2024 10h -11h30

sont présents :

- Jean MATOS, coordonnateur
- Nathalie RODRIGUEZ, référente
- Virginie MARECHAL
- Nathalie BACONNAIS - GALLAIS
- Armelle DESDOIGTS, secrétaire de séance

sont excusées :

- Thérèse DEWITTE
- Delphine DHONDT - CAPRON

### Avis Consultatif 2024-11-02 relatif aux saisines 4 et 5

Après discussion, le Comité d'Éthique de la FFM propose un avis sur la problématique du lancement d'alerte lors du non respect du code de déontologie par un musicothérapeute agréé ou lors de l'intervention d'un musicothérapeute auto-proclamé :

- La démarche de lancement d'alerte ne peut pas être qualifiée de corporatiste car son objectif est la protection et la sécurité des patients
- La démarche de lancement d'alerte relève de la responsabilité individuelle du lanceur d'alerte. Celui-ci ne peut attendre de la FFM ou de son Comité d'Éthique qu'ils soient relais de l'alerte.



- L'alerte doit toujours être basée sur des éléments objectifs, dont le refus de réponse. L'alerte doit être factuelle.
- L'alerte doit rappeler aux IS auxquelles elle est adressée non seulement le cadre de l'exercice de la musicothérapie et les critères de formation et qualification des musicothérapeutes tels que définis par la FFM (éléments de fonds) , mais aussi la dimension de soins / d'objectif de soins indissociable du suffixe THÉRAPIE et que son objectif est la protection des patients (éléments de forme).
- L'alerte doit rappeler que la responsabilité du choix du musicothérapeute face aux patients est portée par l'IS
- La rédaction de l'alerte permet qu'elle soit entendue aussi bien par les professionnels soignants que par les administratifs des IS.
- La FFM doit être corrélativement informée de l'alerte afin de pouvoir assurer sa mission de [définition du] cadre d'action de la musicothérapie et [de diffusion des] règles auprès des professionnels de terrain, de leurs employeurs et du grand public, de répondre aux questions relatives à la déontologie et à l'éthique de la profession inscrite dans l'article 2 de ses statuts.
- En complément, le Com'Eth invite la FFM à accompagner les IS dans leur choix de musicothérapeute au-delà de l'adhésion à la Fédération en proposant un interlocuteur accessible aux IS et/ou par le biais d'une fiche accessible sur le site internet de la Fédération.